

LISTE DES SOURCES

Suivi des modifications apportées au Règlement Intérieur depuis son adoption :

- Décisions à caractère normatif du CNB n^{os} 09-001 et 09-002
- Ordonnance n° 09-104 du 30 janvier 2009, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme
- Décret n° 09-199 du 18 février 2009 modifiant la réglementation de la profession d'avocat et portant, pour cette profession, transposition de directives communautaires
- Loi n° 09-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures
- Décret n° 09-1233 du 14 octobre 2009
- Décret n° 09-1544 du 11 décembre 2009
- Décret n° 09-1627 du 23 décembre 2009, relatif à l'exercice de la fiducie par les avocats
- Loi n° 10-1 du 4 janvier 2010, relative à la protection du secret des sources des journalistes
- Décision à caractère normatif du CNB n° 10-001 du 10 avril 2010 portant réforme de l'article 14.4 RIN
- Décision à caractère normatif du CNB n° 10-002 des 7-8 mai 2010 portant réforme de l'article 10 RIN
- Décision à caractère normatif du CNB n° 10-003 du 24 septembre 2010 portant réforme des dispositions des articles 14 et 20 du RIN
- Loi n° 10-1249 du 22 octobre 2010, de régulation bancaire et financière
- Décret n° 10-1304 du 29 octobre 2010, relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers
- Suppression de la disposition de l'article 65 du Règlement Intérieur (relatif à la dispense de délai de préavis) votée par la décision du Conseil de l'Ordre du mardi 9 novembre 2010
- Loi n° 10-1609 du 22 décembre 2010, relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires
- Loi n° 11-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012)
- Décision à caractère normatif du CNB n° 11-001 du 11 et 12 février 2011 portant réforme des dispositions de l'article 14.3 du RIN
- Décision du CNB publiée le 10 mars 2011 (JORF n° 0072 du 26 mars 2011) portant modification de l'article 14.2 RIN, « structure du contrat »
- Décret n° 11-272 du 15 mars 2011, portant diverses dispositions en matière d'aide juridictionnelle et d'aide à l'intervention de l'avocat
- Loi n° 11-331 du 28 mars 2011 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées
- Décret n° 11-451 du 22 avril 2011 pris pour l'application de la Loi n° 11-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel

- Décision à caractère normatif du CNB n° 11-002 du 17 et 18 juin 2011 portant réforme des dispositions de l'article 1 du RIN
- Loi n° 11-900 du 29 juillet 2011, Loi de finance rectificative pour 2011
- Décision à caractère normatif CNB n° 11-005 du 23-24 septembre 2011 portant réforme des dispositions de l'article 15 du RIN
- Décret n° 11-1319 du 18 octobre 2011, relatif à l'exercice de l'activité fiduciaire des avocats
- Loi n° 11-1862 du 13 décembre 2011 relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles
- Ordonnance n° 11-1895 du 19 décembre 2011 relative à la partie législative du Code des procédures civiles d'exécution
- Décret n° 11-1985 du 28 décembre 2011 relatif au vice-Bâtonnier, à l'arbitrage du Bâtonnier et aux mentions de spécialisation des avocats
- Arrêté du 28 décembre 2011 fixant la liste des mentions de spécialisation en usage dans la profession d'avocat
- Arrêté du 28 décembre 2011 fixant les modalités de l'entretien de validation des compétences professionnelles en vue de l'obtention d'un certificat de spécialisation
- Décret n° 12-66 du 20 janvier 2012 relatif à la résolution amiable des différends
- Décret n° 12-349 du 12 mars 2012 relatif aux rétributions des missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avoués et les avocats devant la cour d'appel
- Décret n° 12-350 du 12 mars 2012 portant diverses dispositions en matière d'aide juridictionnelle et d'aide à l'intervention de l'avocat
- Décret n° 12-441 du 3 avril 2012 relatif aux conditions particulières d'accès à la profession d'avocat
- Décret n° 2012-634 du 3 mai 2012 relatif à la fusion des professions d'avocat et d'avoué près les cours d'appel
- Décret n° 2012-783 du 30 mai 2012 relatif à la partie réglementaire du code des procédures civiles d'exécution
- Assemblée générale du Conseil national des barreaux des 14 et 15 septembre 2012 (mise à jour des annexes 1 et 2)
- Décret n° 12-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique
- Décret n° 13-319 du 15 avril 2013 supprimant les conditions particulières d'accès à la profession d'avocat des personnes exerçant des responsabilités publiques
- Décret n° 13-684 du 24 juillet 2013 portant reconnaissance de titres professionnels croates pour l'exercice en France de la profession d'avocat
- Décision à caractère normatif n° 13-002 adoptée par l'Assemblée générale du Conseil national des barreaux le 11 avril 2014 (modification art. 14 RIN)
- Loi n° 14-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation
- Décret n° 14-796 du 11 juillet 2014 relatif au contrôle des caisses des règlements pécuniaires des avocats

- Loi n° 14-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes
- Décret n° 14-1251 du 28 octobre 2014 relatif aux modes de communication des avocats
- Décret n° 14-1315 du 3 novembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière financière et relatif aux sociétés de financement
- Décision à caractère normatif n° 14-01 portant modification de l'article 10 du RIN relatif à la communication des avocats.
- DCN n°14-002, AG du CNB du 10-10-2014, Publié au JO par Décision du 13-11-2014 – JO 5 décembre 2014
- Décret n° 14-1251 du 28 octobre 2014 relatif aux modes de communication des avocats
- Décret n° 14-1315 du 3 novembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière financière et relatif aux sociétés de financement
- Décret n° 14-1315 du 3 novembre 2014 modifiant le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat
- Décret n° 14-1632 du 26 décembre 2014 modifiant le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat
- Loi n° 15-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
- Décret n° 15-271 du 11 mars 2015 relatif à la rétribution des avocats au titre de l'aide juridique
- Ordonnance n° 15-949 du 31 juillet 2015 relative à l'égal accès des femmes et des hommes aux ordres professionnels
- Loi n° 15-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques
- DCN n°15-003, AG du CNB du 12-12-2015, Publié au JO par Décision du 14-01-2016 – JO 16 février 2016
- Décret n° 16-11 du 12 janvier 2016 relatif au montant de l'aide juridictionnelle
- Ordonnance n° 16-394 du 31 mars 2016 relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé
- Décret n° 16-882 du 29 juin 2016 relatif à l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'entité dotée de la personnalité morale autre qu'une société civile professionnelle ou qu'une société d'exercice libéral ou de groupement d'exercice régi par le droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne
- Décret n° 16-878 du 29 juin 2016 relatif à l'exercice de la profession d'avocat sous forme de société d'exercice libéral et aux sociétés de participations financières de profession libérale d'avocats
- Décret n° 16-882 du 29 juin 2016 relatif à l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'entité dotée de la personnalité morale autre qu'une société civile professionnelle ou qu'une société d'exercice libéral ou de groupement d'exercice régi par le droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne

- DCN n° 16-001, AG du CNB du 02 juill. 2016 – JO 1^{er} oct. 2016
- Loi n° 16-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle
- DCN n° 16-002, AG du CNB du 9 décembre 2016 – JO 13 avr. 2017
- Ordonnance n° 16-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées
- Décret n° 16-1817 du 22 décembre 2016 relatif aux élections aux conseils de l'ordre des avocats et au Conseil national des barreaux
- Décret n° 16-1907 du 28 décembre 2016 relatif au divorce prévu à l'article 229-1 du code civil et à diverses dispositions en matière successorale
- Décret n° 16-1876 du 27 décembre 2016 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique
- DCN n° 16-003, AG du CNB du 31 mars 2017
- Décret n° 17-794 du 5 mai 2017 relatif à la constitution, au fonctionnement et au contrôle des sociétés pluriprofessionnelles d'exercice de professions libérales juridiques, judiciaires et d'expertise comptable prévues au titre IV bis de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990
- Décret n° 17-801 du 5 mai 2017 relatif à l'exercice de la profession d'avocat par une société pluriprofessionnelle d'exercice
- Décret n° 17-795 du 5 mai 2017 pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 et fixant la majorité requise pour la transformation d'une société civile professionnelle en une société pluriprofessionnelle d'exercice ou pour la participation d'une société civile professionnelle à la constitution d'une telle société
- Décision du Conseil de l'Ordre du 7 septembre 2017 modifiant l'article 2 du Règlement intérieur (Elections de l'Ordre)
- Décision du Conseil de l'Ordre du 21 septembre 2017 ajoutant l'article 132 bis du Règlement intérieur
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2018-002 des 16 et 17 novembre 2018 portant modification de l'article 12.2 du RIN (Enchères)
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2018-003 des 8 et 9 février 2019 portant modification de l'article 7.2 du RIN
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2019-001 des 17 et 18 mai 2019 portant modification de l'article 1.3 du RIN
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2019-003 des 5 et 6 juillet 2019 portant intégration d'un article 16-1 au RIN
- Décision du Conseil de l'Ordre du 26 mars 2020 modifiant l'article 13 du Règlement intérieur (Conseil de l'Ordre)
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2019-005 du 30 avril 2020 portant modification de l'article 10 du RIN (Communication)
- Décision du Conseil de l'Ordre du 3 juin 2020 ajoutant au sein du Titre II du Règlement intérieur un Sous-titre VII « De la gestion financière et comptable de l'avance exceptionnelle en matière d'aide juridictionnelle » reprenant intégralement les dispositions des articles 2 à 5 du décret n° 2020-653 du 29 mai

2020

- Décision à caractère normatif du CNB n° 2020-002 du 9 octobre 2020 portant modification des articles 14.2 et 14.3 du RIN (Collaboration)
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2020-003 du 9 octobre 2020 portant modification de l'article 14.5 du RIN (Parentalité de l'avocat collaborateur libéral)
- Décision du Conseil de l'Ordre du 5 novembre 2020 modifiant l'article 70 du Règlement intérieur et ajoutant trois nouveaux articles, les articles 70.1, 70.2 et 70.3 (Domicile professionnel)
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2020-004 du 18 décembre 2020 portant modification de articles 6.1 et 8.2 du RIN (MARD)
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2019-002 (JORF du 30/08/2020) modifiant les articles 2.3, 4.1, 14.1, 14.2, 14.3, 15, 16 et 19.1 du RIN.
- Décision du Conseil de l'Ordre du 1^{er} juillet 2021 portant création d'un article 145 du Règlement intérieur (Port de la robe)
- Décision du Conseil de l'Ordre du 10 février 2022 modifiant l'article 64.1 du Règlement intérieur (Parentalité)
- Décision du Conseil de l'Ordre du 21 avril 2022 modifiant l'article 159 du Règlement intérieur par l'intégration d'un sixième alinéa (droit de suite).
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2021-002 du 11 mars 2022 portant sur la modification de l'article 14.5.1 du RIN
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2023-001 relative au port de signes distinctifs avec le costume professionnel de l'avocat
- Décision à caractère normatif du CNB n° 2024-001 du 11 octobre 2024 sur l'avocat référent publiée au Journal officiel du 12 décembre 2024
- Décision du Conseil de l'Ordre du 06 octobre 2025 modifiant l'annexe électorale et le préambule du Règlement intérieur (Conseil de l'Ordre)